

Cameroun : halte aux violations des droits dans le secteur agricole

A deux jours des élections présidentielles au Cameroun, prévues le 9 octobre, Peuples Solidaires/ActionAid rappelle les violations répétées des droits économiques et sociaux dans les zones rurales, notamment dans les secteurs de la banane (le Cameroun est le 3ème pays exportateur en France) et du sucre.

L'industrie pétrolière n'est pas l'unique source de revenu du Cameroun. Pilier de l'économie du Cameroun, l'agriculture mobilise 70 % de sa population active et elle représente avec la sylviculture, 21 % de son PIB. Or, au Cameroun, les travailleurs et les travailleuses subissent directement l'irresponsabilité sociale et environnementale des entreprises de l'agrobusiness. Le Cameroun souffre en effet d'une situation générale défavorable, avec des infrastructures qui restent inefficaces voire absentes, une corruption avérée étroitement liée à des accointances entre pouvoir politique dictatorial et pouvoir économique de l'agro-industrieⁱ et une liberté de la presse phagocytée, surtout lorsqu'il est question de ces sujets sensiblesⁱⁱ.

Violations des droits dans les plantations de bananes

Parmi les différents produits agricoles, la banane occupe une place privilégiée avec 14800 personnes employé-e-s directement et 250 000 tonnes de bananes produites par an sur 6650 hectares plantésⁱⁱⁱ. Le Cameroun est, après les Antilles françaises et la Côte d'Ivoire, la 3ème source d'importation de bananes en France^{iv}. Salaires de misère, journées à rallonge, répression anti-syndicale, discrimination des femmes ou utilisation massive de produits agrochimiques néfastes pour les employé-e-s : les cas de violations des droits ne manquent pas, et sont d'ailleurs sensiblement similaires dans les différents pays producteurs de bananes (cf [Appel Urgent : Guatemala : liberté assassinée](#) et [Appel Urgent : le 8 mars, les femmes n'ont pas la banane](#)).

En réponse à la situation inacceptable des travailleuses et des travailleurs dans les pays producteurs, Peuples Solidaires/ActionAid et ses partenaires européens mènent depuis 2010 une campagne, [Le juste fruit !](#), qui se fait l'écho des revendications et des mobilisations du Sud. « *Nous avons besoin des citoyennes et des citoyens dans les pays consommateurs, notamment en France qui occupe le 8ème rang en tant que pays importateur de bananes, rappelle Vanessa Gautier, chargée de mission Dignité au travail à Peuples Solidaires. Plus les campagnes comme Le juste fruit ! sont soutenues et diffusées, plus les choses pourront bouger, car nous, organisations de la société civile, pourrons peser dans les débats et pousser ainsi les responsables politiques et économiques à cesser de bafouer les droits humains en toute impunité.* »

Accaparements de terres par les entreprises françaises

Les mauvaises conditions de vie dans les zones de production et les mauvaises conditions de travail sont en partie le fait d'entreprises françaises, qui vantent cependant les mérites de leurs activités dans le pays. Ainsi les entreprises de Vincent Bolloré et de Jean-Louis Vilgrain sont régulièrement épinglées par les organisations de la société civile

en raison des conséquences catastrophiques de leur activité sur les populations locales. Parmi elles, l'accaparement de milliers d'hectares de terres, qui se fait au détriment des populations rurales, sans que celles-ci ne voient jamais la couleur des compensations qui leur avaient été promises.

Dans la Haute-Sanaga, au centre du Cameroun, l'entreprise SOMDIAA, appartenant à Jean-Louis Vilgrain, occupe par exemple 20 000 hectares de terres et met ainsi en péril la sécurité alimentaires des communautés rurales tout en exploitant les ouvrières et ouvriers agricoles qu'elle emploie pour la production de la canne à sucre (cf [Appel Urgent Cameroun, SOMDIAA sucre les droits](#)). Pour Antoine Bouhey, chargé de mission Souveraineté alimentaire chez Peuples Solidaires, «*On dénonce régulièrement les accaparements de terres par des entreprises chinoises ou indiennes, mais au Cameroun, ce sont surtout nos entreprises qui exploitent les terres pour exporter leur production en France et sur les marchés internationaux. Dans un pays où 40% de la population vit avec moins de 1 dollar par jour, la priorité devrait plutôt être à l'agriculture vivrière, qui est saccagée par de telles exploitations !* ».

- [En savoir plus sur les impacts de la SOMDIAA dans la Haute Sanaga \(vidéos, articles...\)](#)
- [Visionner le film d'animation de la campagne Le juste fruit !](#)

Contacts presse :

Vanessa Gautier, chargée de mission Dignité au travail, secteur agricole: 06 30 72 60 70

Antoine Bouhey, chargé de mission Souveraineté alimentaire : 06 12 01 87 76

ⁱ Survie, Billets d'Afrique, [Turbulences dans l'agro-industrie camerounaise](http://survie.org/billets-d-afrique/2011/202-mai-2011/article/turbulences-dans-l-agro-industrie), juin 2011 <http://survie.org/billets-d-afrique/2011/202-mai-2011/article/turbulences-dans-l-agro-industrie>

ⁱⁱ Jeune Afrique <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20110427124512/>

ⁱⁱⁱ [Filière bananière au Cameroun, situation mai 2011](#), Paul Jeangille, Coopération Cameroun – Union Européenne, Assistance technique au secteur bananier

^{iv} [Analyse des filières bananes et ananas en France et du rôle qu'y joue la grande distribution](#), Delphine Lefèvre pour Peuples Solidaires, 2011



La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de Peuples Solidaires, BanaFair, Banana Link et NaZemi et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.